



Faisant suite à notre demande d'entretien aux sujets de l'indemnité de résidence, la NBI, les logements sociaux, l'indemnité de transport, et le statut grande ville, le Cabinet du Préfet et un membre de la Direction de la TRESORERIE GENERALE, recevront une Délégation CGT, le Mardi 27 Février dans la matinée.

Cette Délégation sera constituée de membres du Collectif Finances, d'Elus au CESR (Conseil Economique Social Régional) et de représentants de l'Union Départementale CGT.

L'objectif de cette rencontre vise à obtenir des engagements fermes concernant nos revendications et placer les employeurs publics face à leurs responsabilités sociales.

Nous ne nous contenterons pas d'un renvoi supplémentaire du dossier dans les méandres du Ministère de la Fonction Publique.

Par ailleurs, afin de donner plus d'ampleur à notre action, nous avons décidé d'interpeller les élus et les candidats à la présidentielle afin que ceux-ci se prononcent sur les thèmes abordés.

- **Forts des mobilisations des personnels et des décisions prises par le CESR en faveur de l'indemnité de résidence et du statut grande ville, le Ministre de la Fonction Publique doit jouer les règles du dialogue social en statuant favorablement sur les exigences légitimes des agents, notamment appuyées par les instances régionales, en charge des politiques d'aménagement du territoire, dans lesquelles siègent élus du peuple, syndicalistes et représentants patronaux.**
- **Concernant la création d'un parc de logement social FINANCES en Haute Garonne, les modes d'attributions doivent être démocratique, le prix des loyers en relation avec la baisse du pouvoir d'achat subie par les fonctionnaires et concrétisé par la perte de 14,2% de la valeur du point d'indice en 5 ans.**
- **Afin de compenser la cherté de la vie, l'octroi de la NBI pour tous les agents.**
- **La mise en application de l'indemnité de transport doit être immédiate avec effet rétroactif au 1^{er} Janvier.**
- **Un compte rendu de cette entrevue sera adressée à l'ensemble des agents afin de les informer de l'état des négociations.**

Plus que jamais, nous appelons l'ensemble des personnels à la vigilance pour gagner sur nos revendications.